



Les dinosaures de l'information ont fait l'autopsie d'Ernest Obama ce matin sur Vision 4.

L'ancien Directeur général du média basé à Nsam, traîné en justice par son patron pour « détournements de fonds », et « haute trahison », a été mangé à toutes les sauces en direct dans l'émission « Tour d'Horizon » de ce lundi 22 juin 2020.

Parfait Ayissi, Martial Owona, Francis Bonga et le Richard Makon, ont été tous, sans pitié pour leur collaborateur d'hier. Richard Makon a par ailleurs indiqué que ceux qui prétendent défendre les droits d'Ernest Obama, ne lui font pas du bien. Ils sont selon lui dans une logique de « **récupération politique** ».

Les déclarations de Richard Makon, n'ont pas été du goût des partisans de Maurice Kamto. L'avocat-politicien a dénoncé dans un twett le trainement infligé au journaliste.

Boris Bertolt, a écrit un texte à son ami Richard Makon

Cher ami, tu connais notre amitié et le respect mutuel que chacun de nous voue à l'autre. Cependant j'ai suivi des extraits de ton passage sur vision 4 relatif à nos prises de position sur la détention de Ernest Obama. Ma position qui rejoint d'ailleurs celle Maurice Kamto qui lui

même et le rappel n'est pas inutile a subi la violence de Ernest Obama. Mais permet moi de te dire qu'au meilleur des cas tu nous as mal compris.

Ce que nous défendons ce sont les principes de la citoyenneté, des droits de La Défense et des droits humains. Ce n'est pas du tout vrai de faire croire à l'opinion publique que nous ne sommes pas dans le registre du droit dans l'affaire Obama. Ce n'est pas vrai.

Car dès le moment où l'appareil judiciaire ou le système pénal est associé à une entreprise, nous sommes dans le registre du droit. La gendarmerie qui procède à l'arrestation; Une plainte déposée pour des poursuites pénales; 4 jours de détention dans un lieu de sécurité. Nous sommes au cœur d'une procédure juridique. S'il s'agissait d'une affaire familiale, la procédure de règlement du litige aurait été autre. Dès le moment où les ressources de l'Etat financées par le contribuable sont mobilisées, le droit doit être respecté et appliqué. Car le devoir d'un État est de s'assurer que les droits de chaque citoyen soient protégés quelque soit les circonstances.

Cher ami, C'est de cela qu'il s'agit. Il faut être franchement perturbé mentalement pour donner le bon Dieu sans confession à Ernest Obama. Cependant quoi qu'il ait pu faire, pour le bien de nos institutions, pour garantir une justice équitable et non aux ordres, pour maintenir la confiance entre la population et le système pénal Nous devons travailler à garantir à tous les citoyens de ce pays un traitement juste et équitable dans le strict respect des règles juridiques. Tu conviendras avec moi que la spectacularisation et la sur médiatisation de son arrestation et sa détention rendent compte d'une volonté de son patron non pas seulement de l'humilier mais de faire pression sur l'opinion publique et l'appareil judiciaire.

Certains peuvent être tentés à arguer qu'il s'agit d'une récupération. D'ailleurs ces insinuations ont été mentionnées sur le plateau, peut-être pas par toi mais par le violeur de la petite Bonita. Au passage, que je fus quand même surpris de t'avoir entendu dire que tu défendais le positionnement de Owona NGUINI dans cette affaire!!!

Mais de qu'elle récupération parlons nous pour un individu qui a appelé à un génocide. Qui a utilisé les institutions pour véhiculer la haine tribale. Qui a défendu les violations des droits de l'homme et soutenu les traitements inhumains et injustes contre les militants du MRC et les anglophones!!! Ce sont ces raisonnements obtus qui nous maintiennent dans la caverne.

La justice et la démocratie ne peuvent exister et être consolidées que dans une société où les principes qui les régulent sont respectés. Bâtir une société plus juste, plus équitable pour nos enfants nécessite parfois que nous puissions taire nos rancœurs, nos haines, nos colères pour penser le futur.

Avant-hier c'était les anglophones. Hier c'était les militants du MRC. Aujourd'hui c'est Ernest Obama Bien que ce dernier ait lui même contribué à consolider ces injustices, il demeure un citoyen. La question que chacun de nous devrait se poser est la suivante: À quand mon tour?

Nous n'allons réussir à construire une véritable République et une vraie démocratie que lorsque nous réussirons à nous départir de nos classes sociales, nos chapelles politiques, nos appartenances religieuses et les clans tribaux pour apprendre à défendre des valeurs et des

principes qui organisent nos vies. Parmi ces principes, figure le respect des droits de tout citoyen quelque soit ses opinions. C'est triste mais c'est l'unique chemin vers la renaissance. Ainsi pourra renaître un autre Cameroun.

Très amicalement.

BORIS BERTOLT
